

La défaite travailliste du 12 décembre est lourde. Les inconditionnels de Remain au sein du Labour en portent une part de responsabilité immense. Pour avoir réussi à imposer l'option d'un nouveau référendum et de surcroît, en s'étant d'emblée engagés pour le Remain sans même proposer d'attendre la version travailliste d'un accord de Brexit pour se prononcer, [cette défaite est la leur au premier chef](#).

Il faut cependant leur reconnaître deux exploits. L'un, politique, tient au fait de n'avoir rien appris des dégâts politiques causés par le non-respect répété des votes référendaires dans divers pays européens depuis des années, et notamment du déraillement de Syriza suite au référendum de juillet 2015, pourtant remporté haut la main. L'autre exploit, moral celui-là, réside dans la tentative de faire porter à Jeremy Corbyn et au programme travailliste la responsabilité de l'échec auquel on a soi-même oeuvré avec un aveuglement mais aussi, dans nombre de cas, un zèle haineux et diffamatoire à l'égard du dirigeant du parti, aussi féroce qu'ininterrompu: tout serait donc de la faute du même Jeremy Corbyn et du même programme qui avaient pourtant failli l'emporter en 2017 sur un programme alliant lutte contre l'austérité et respect du résultat du référendum de 2016. La morgue et l'inconséquence peuvent être assez solides pour prétendre ne pas voir, par exemple, que 43 sièges travaillistes perdus - dont nombre d'anciens fiefs - le 12 décembre 2019 avaient voté *Leave* en 2016 et pour les travaillistes sous la direction de Corbyn en 2017, souvent avec des majorités très renforcées.

La prise en compte et l'analyse du très mauvais résultat du 12 décembre ne laissent guère de place aux édulcorations.^[1] Il reste crucial cependant de ne pas prendre pour acquis les distorsions inhérentes au système électoral britannique. Dans le cas contraire, on court le risque de valider implicitement toutes les dramatisations et surenchères dont se nourrit la virulence des attaques contre Corbyn et la gauche britannique. Or, comme le montrait un article du *Washington Post* publié au lendemain de ces élections, dans le système électoral allemand, par exemple, les mêmes résultats auraient pu signifier la défaite de Johnson^[2].

Précisons alors au moins ceci : premièrement, le rapport de forces électoral et politique est en effet très dégradé ; la légitimité et la marge de manœuvre données au pouvoir conservateur - formellement rejoint par une partie de l'extrême droite déclarée - sortent amplement renforcées après trois années de fragilisation importante ; le potentiel de déstabilisation de la dynamique de gauche au sein du labour (et, plus largement, liée au mandat de Corbyn) est réel et constitue l'enjeu central des quelques mois à venir dans la perspective du renouvellement de la direction du parti ; l'apocalyptisme hypocrite occupe une place centrale dans l'arsenal argumentaire de la droite travailliste et ne manquera pas d'assistance spirituelle externe. Autre conséquence calamiteuse, les millions de personnes qui avaient vitalement besoin du projet travailliste (dont une grande partie des 16 millions d'abstentionnistes) paraissent d'ores et déjà promis à la poursuite des politiques mortifères conduites depuis bientôt dix années.

Deuxièmement, si tout ceci ne devrait guère prêter à discussion, il vaut encore de rappeler que les 43 pour cent de votes recueillis par les conservateurs représentent 30 % du corps électoral total mais se traduisent par 58 % des sièges parlementaires ; que ce vote n'a pas vu un transfert massif de voix travaillistes vers les tories : ces derniers ont gagné 200 000 voix de plus (et le vote pour le Brexit party de N. Farage reste presque identique à celui du UKIP en 2017) quand le labour explicitement positionné Pro-Remain a, lui, perdu 2,6 millions de voix par rapport à 2017.

Troisièmement, il paraît utile de rappeler que non seulement Corbyn a connu des succès électoraux sans précédent dans le parti et lors des législatives de 2017 (plus forte progression du parti depuis 1945 avec près de 13 millions de voix) mais en outre, même dans les conditions du grave échec récent, le nombre d'électorales et d'électeurs mobilisées en faveur du labour à cette occasion (10.3 millions de voix, 34 %) est supérieur au soutien électoral reçu par Tony Blair lors de sa victoire de

2005 : ce dernier avait obtenu une majorité parlementaire absolue avec 35,2 pour cent des voix et 9,5 millions d'électrices et d'électeurs. L'électorat mobilisé par le Labour en 2019 est équivalent à celui de la victoire de Blair en 2001 (avec un taux de participation historiquement bas) et il est nettement supérieur à celui des défaites de Gordon Brown en 2010 ou d'Ed Miliband en 2015. D'autres comparaisons du même genre avec les défaites électorales (*bien pires*), ou même certains succès conservateurs dans la période récente montrent qu'en dépit des gesticulations dénonciatrices et des effrois surjoués, le Labour sous Corbyn, même dans la défaite, fait aussi bien, voire mieux, en terme d'audience électorale que les dignes représentants de la norme politique convenable en Grande-Bretagne. Ce fait est d'autant plus remarquable que comme l'on observé et quantifié nombre d'études, l'hostilité médiatique dirigée contre Corbyn a été d'une intensité et d'une systématité sans précédent.

Oui, le vote et surtout l'abstention du 12 décembre dernier montrent la fragilité de l'audience des travaillistes même armés du programme radical nécessaire. Mais, non, il n'y a pas à s'étonner de la profondeur des défiances populaires. Le mouvement syndical est passé de plus de 13 millions de membres en 1980 à moins de 6 millions aujourd'hui. Le Labour, pendant plus de deux décennies, a fêté sa propre vision des « temps nouveaux » post industriels, post-classe, pro-banques, pro-guerre, pro-capital, pro-riches au point d'entendre l'un des principaux artisans du néo-travailleisme, Peter Mandelson, déclarer un jour que

« nous n'avons strictement aucun problème avec le fait que des gens ramassent l'argent à la pelle, tant qu'ils payent leurs impôts ».

Dans le même temps, le décrochage économique et social de toutes les anciennes régions industrielles (mines, sidérurgie, ports de pêche, chantiers navals) installait le Royaume-Uni en tête du classement européen en matière d'inégalités interrégionales (revenus, santé, emploi, formation, services). Qui peut sérieusement croire que la direction travailliste, *en tout juste quatre années*, à partir de relais organisationnels dans le monde du travail considérablement réduits et sous un orage d'insultes, allait être à même d'à nouveau enraciner des liens de confiance durables après de longues années d'abandon et de mépris ? Corbyn a reconstruit l'effectif du parti, a ramené ou attiré des centaines de milliers de personnes vers le militantisme, a formulé un projet radical à une échelle de masse. Quelles que soient les limites sociologiques de cette recomposition, la dynamique de repolitisation, d'adhésions et de réadhésions (en centaines de milliers), de réaffirmation d'un projet socialiste à échelle de masse, représente une avancée majeure et sans équivalent aujourd'hui.

Enfin, il reste toujours urgent de clarifier un malentendu persistant sur une grande partie de la mouvance pro-Remain au sein du Labour. Ses figures tutélaires, pro-UE en diable, ont été parmi les plus fervents promoteurs du nationalisme le plus euphorique et le plus étroit. Lors de son discours d'adieu en tant que Premier ministre en 2007, Tony Blair conclut son propos en ces termes :

« Ce pays est une nation bénie. Les britanniques ont quelque chose de spécial. Le monde le sait. Tout au fond de nous mêmes, nous le savons. Ce pays est la plus grande nation sur terre ».

Son successeur, Gordon Brown, en vint quant à lui à reprendre un slogan et une revendication classique de l'extrême droite britannique : « Des emplois britanniques pour les travailleurs britanniques ». Le programme du Labour conduit par Brown en 2010 associait explicitement immigration et criminalité.^[3] Les exemples allant par la suite dans le même sens ne manquent pas. Les figures de proue du Remain ont tout à voir avec les poussées nationalistes xénophobes qu'elles

prétendent rejeter sur les habitants d'un monde déclassé et relégué qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer. Mais qui pourrait s'y tromper ? Chacun sait à quel point l'adhésion inconditionnelle à l'UE de la concurrence acharnée pour tous (ses sages prescripteurs exceptés) s'accommode de la transformation de la Méditerranée en cimetière marin pour réfugiés de guerres et de chaos régionaux apparemment sans fin dont à l'occasion, on porte soi-même la responsabilité. Que le zombie politique Tony Blair, manipulateur pathologique de son propre parlement et promoteur fanatique de guerres criminelles puisse encore s'exprimer au titre de garant de la juste norme politique en dit, à soi seul, long sur le monde moral que nous sommes encore censés habiter ; monde dans lequel les anti-guerre deviennent l'ultime menace civilisationnelle, les anti-racistes, des racistes, et où les droites et les extrêmes droites suprémacistes et fascisantes du jour peuvent s'ériger en procureur en antisémitisme face à toute contestation (unissant Juifs et non-Juifs) de la politique israélienne d'occupation et d'annexion.

Pour nombre de Remainers travaillistes comme pour les vainqueurs de ces élections législatives, cela dit - l'ensemble du bloc réactionnaire politique et médiatique - les choses ne s'arrêtent pas là. La victoire électorale est immédiatement l'occasion de mettre en route une campagne de revanchisme intense. Comprenons-les : plus de quatre années de panique profonde face à un projet politique et un ensemble de possibilités sans aucun précédent comparable dans l'histoire du pays. L'apparition de Jeremy Corbyn sur le devant de la scène politique, dirigeant de l'opposition et potentiel Premier ministre, et à travers lui, de tout le mouvement social anti-guerre et anti-austérité du début du 21^e siècle, a commencé à faire vivre et à rendre envisageable ce qu'il s'agit de rendre unimaginable, impensable : le projet d'une société consacrée à autre chose que l'entretien d'une domination sociale toujours plus prédatrice, à l'archaïsme et à la brutalité toujours plus assumées. Pour l'oligarchie au pouvoir et ses serviteurs dévoués, l'anomalie et toutes ses manifestations doivent maintenant être éradiquées, et pour longtemps.

L'effroi a été d'autant plus vif que, pour le plus grand nombre, plus rien, plus aucune promesse, aussi illusoire soit-elle, ne permet plus de justifier ni d'accorder le moindre crédit aux consensus politique qui a prévalu depuis bientôt deux générations. A travers Corbyn, la cour des possédants a dû prendre acte de la crise profonde de son propre régime « normal ». Il ne reste donc à celui-ci que les échappatoires du racisme, de la manipulation grossière, et tous les registres de la violence officielle pour perdurer. Quelles qu'aient été les limites et incertitudes du projet de la gauche corbynienne, c'en était dans tous les cas déjà bien trop. Il va donc leur falloir stériliser toutes les repousses, stopper tous les élans, décourager tous les enthousiasmes et toutes les grandes espérances dans une contre-offensive *réactionnaire* au sens le plus strict : non seulement s'assurer de la victoire par tous les moyens -c'est fait - mais surtout, au-delà, s'assurer que le menace soit écartée et pour longtemps. Cette offensive est générale et peut se déployer dans tout le monde du commentariat restaurationniste de Grande-Bretagne, et d'ailleurs, et de France notamment, dans un mouvement d'ardente solidarité d'ambiance « versaillaise ».

La défaite du 12 décembre a donc offert cette occasion attendue avec trépignements par tous les représentants et serviteurs du pouvoir de classe où qu'ils se trouvent : se débarrasser de Corbyn une bonne fois pour toutes. On espérait ce moment depuis le début de son mandat. Non seulement il ne venait pas mais en juin 2017, même les adversaires les plus inflexibles durent admettre au moins un temps que Corbyn était passé tout près de la victoire en déjouant tous les pronostics.

C'est, encore une fois, le même Corbyn avec le même programme, mieux développé, qui a conduit la campagne fin 2019. Entre temps, cependant, l'engagement à honorer le résultat du référendum de 2016 a été rompu, non pas par Corbyn mais par toute une mouvance travailliste déterminée à faire du Labour un parti du *Remain*. Les uns après les autres, les personnalités du parti, et même du

Et maintenant, la Réaction. Jeremy Corbyn, une

<https://www.contretemps.eu> défense redaction
cabinet fantôme, se sont déclarées décidées à défendre le *Remain* dans un nouveau référendum et ce quels que soient les termes d'une sortie de l'UE négociée par le labour si ce dernier devait accéder au pouvoir.

Ce n'est donc ni le dirigeant, ni son programme qui est en cause, mais bien la réorientation catastrophique qu'a réussi à lui imposer un secteur du parti. L'intelligence et la loyauté avec laquelle Corbyn s'est efforcé d'assumer cette position de renoncement, confuse, brouillant sa ligne pourtant juste et invariante en faveur d'un Brexit respecté et négocié, ne pouvaient suffire à apaiser le sentiment de trahison.

Mieux encore si c'était possible, les pro-Remain, quoiqu'il arrive, ne semblent pas avoir pris note du fait que leur attitude aura rejoué jusqu'à la caricature un des grands motifs du discrédit profond du projet européen : projet dans lequel les expressions démocratiques électorales ne comptent qu'à condition d'être conformes aux orientations pro-marché, pro-concurrence, pro-flexibilité, qu'il s'agit dans tous les cas d'imposer aux populations. Le vote français de 2005 contre le traité constitutionnel et le sort qui lui fut réservé est un précédent parmi d'autres, mais probablement suffisant ici. En d'autres termes, la position pro-Remain n'a fait que confirmer les raisons que l'on pouvait avoir de se défier de la « démocratie » version UE : adhésion fervente à l'UE en forme de baiser de la mort.

Pour Corbyn

Retenons toujours ceci, pour mémoire et à titre préventif.

1/ Après des décennies de projets interchangeable, d'équipes dirigeantes se battant entre elles pour décider de celle qui saurait le mieux mettre en œuvre l'unique programme disponible, de « com » et de dépolitisation « centriste », Jeremy Corbyn a incarné la résurgence d'une radicalité politique crédible à large échelle et de ce fait même, la possibilité d'un renouveau démocratique réel : une personnalité singulière, au service d'un programme authentiquement différent offrant la possibilité d'un choix non limité à une nuance de style, aussi coûteuse que vide de substance.

2/ A l'heure où la conscience de la gravité du changement climatique est largement partagée, où le pillage des ressources des Etats par l'industrie de l'évasion fiscale est devenu un enjeu du débat public à part entière, où la pauvreté, la précarité et la perte de droits atteignent des millions de travailleurs, de jeunes et de retraités, où les services publics entiers sont en voie d'effondrement, le programme présenté par Corbyn s'avère être le seul disponible à la hauteur des enjeux de la période. Son degré d'élaboration aurait vocation à fournir un terrain de discussion et un matériau d'anticipation pour toutes celles et ceux engagés dans les dures luttes sociales du moment au-delà desquelles ne se profile pour l'instant aucun horizon politique transformateur clairement articulé.

3/ Décréter que ce programme est « trop à gauche » n'a rigoureusement aucun sens. Nombre de ses propositions correspondent à des aspirations majoritaires et anciennes recensées de la population britannique (sur la renationalisation du secteur ferroviaire ou la défense du service de santé publique, par exemple). D'autres répondent à la situation sociale urgente de populations ou de régions entières exposées à une paupérisation accélérée, par exemple. Parler d'un programme « trop à gauche » ne fait guère que trahir au mieux une conception paresseuse et figée du champ politique, au pire, une position droitière grossièrement dissimulée derrière les faux-semblants de l'analyse politologique savante. Dans tous les cas, nombre de bons ou très bons résultats électoraux pour le parti depuis 2015 rendent cet argument sans intérêt et la défaite de décembre 2019 n'y change rien.

4/ Corbyn, en tant que dirigeant de l'opposition, a dû mener non pas *une* bataille politique au jour le jour mais *trois* :

-contre le pouvoir conservateur dont les audaces en matière de manipulation de l'opinion publique ont été inédites (faux site de fact checking créé à l'occasion du premier débat entre Corbyn et Johnson, faux site dédié au programme travailliste) ;

-contre un acharnement et une hostilité médiatique d'une ampleur et d'une agressivité exceptionnelle (comme l'a encore montré une étude de l'université de Loughborough portant sur la couverture des premières semaines de campagne électorale)[4], et plus encore...

-contre un très large secteur du parti parlementaire travailliste (PLP), à l'image de la campagne ABC (« tous sauf Corbyn ») lancée par l'ex-conseiller de Tony Blair, A. Campbell, dès l'arrivée de Corbyn à la tête du parti. Depuis l'obtention de sa très large majorité pour diriger le labour en 2015 (puis à nouveau en 2016), il n'est en rien exagéré de dire qu'il ne s'est pas passé un jour sans que le PLP et la droite du parti ne cherchent à affaiblir, à discréditer Jeremy Corbyn, donnant ainsi quantité de munitions à l'adversaire politique officiel ainsi qu'aux journaux et chaînes de télévision déterminées à restaurer les normes du convenable en politique. Plus encore que Tony Benn dans les années 1970 et 1980 ou que les mineurs britanniques durant la grève de 1984-1985, Corbyn sera sûrement un jour reconnu comme la personnalité publique la plus systématiquement diffamée de l'histoire récente en Grande-Bretagne, au moins.

5/ On saisit par-là que par sa seule présence, « Corbyn » a été le nom d'un défi lancé à l'ensemble du bloc déterminé à maintenir le bon ordre des affaires courantes au service de la reproduction d'une société toujours plus disloquée et livrée à la brutalité, tellement privée d'avenir que les démographes y mesurent maintenant l'augmentation tragique de la mortalité liée au désespoir (« *dispair-related deaths* »). En cela, son calme et son affabilité apparemment inébranlables ont tenu, pour beaucoup, tant d'une forme d'héroïsme que d'énigme stoïcienne. L'histoire souvent terrible du mouvement ouvrier, du massacre de Peterloo en 1819 à la grève des mineurs de 1984-1985 en passant par les martyrs du Tolpuddle, la fausse lettre de Zinoviev à la veille des élections de 1924[5], la mobilisation militaire contre la grève générale de 1926, et les campagnes de la guerre froide contre tous les dirigeants travaillistes s'étant approchés du pouvoir, cette histoire souvent terrible donc, qu'il connaît et célèbre, l'aura sans doute instruit de ce à quoi il fallait s'attendre.

6/ Ce défi vient de connaître un échec électoral largement évitable d'où, encore une fois, l'urgence à le présenter comme génétiquement programmé dans la personnalité du dirigeant et de toutes celles et ceux qui l'ont soutenu. La lutte s'engage désormais pour la stérilisation ou pour l'enracinement durable des attentes et des ambitions, de la confiance nouvelle, que ces années Corbyn ont rendu possibles et ont fait grandir. Les armes sont inégales. Mais le choix n'existe pas dans le cas présent. La constance politique d'un Jeremy Corbyn depuis cinq décennies peut dès lors aussi servir de boussole. Dans les temps très agités que promettent les négociations commerciales de la Grande-Bretagne post-Brexit, les crises constitutionnelles annoncées, et les effondrements sociaux accompagnés de leurs cortèges de banques alimentaires, le projet politique et social comme la morale corbynistes ont tout l'avenir que l'on saura reconnaître et défendre, au sein du parti travailliste pour commencer, en en expropriant les détenteurs autoproclamés.

7/ La fine fleur des dirigeants nationalistes autoritaires, suprémacistes, racistes, voire fascisants - Modi, Netanyahu, Trump, Orban, Bolsonaro, l'AfD,[6] ... - sont accourus pour féliciter leur « ami » Boris Johnson. A l'échelle internationale, un tel complément britannique aux involutions extrême-droitières de la période est un très mauvais signe qui ne devrait échapper à personne. Comme chacun peut le voir, la gauche, quelles qu'en soient les disparités, dès qu'elle approche du pouvoir

Et maintenant, la Réaction. Jeremy Corbyn, une
https://www.contretemps.eu **défense** **redaction**
ou en détient une part aussi limitée fut-elle, se voit proposer le choix entre coups constitutionnels frauduleux, prison et guerre, en guise de coopération internationale (Brésil, Bolivie, Venezuela, Honduras). A son tour, Jeremy Corbyn comme résurgence de la possibilité articulée, programmée et tangible d'un écosocialisme démocratique et à ce titre, comme cible d'une haine planétaire à son tour, doit désormais être défendu partout, tout le temps.

Sa succession au sein du parti travailliste est une bataille cruciale dont la signification dépasse largement les frontières de la Grande-Bretagne.

La lutte contre la nuée revanchiste réactionnaire ailleurs et ici en est la version élargie. Ce qui précède est une incitation à en faire notre affaire dès à présent.

8/ Disons alors simplement avec la journaliste Frea Lockley dans un texte qu'elle adresse au leader de la gauche britannique :

We've not come this far to ever be stopped.

We thank you

And we will rise.^[7]

Notes

[1] Cf. les textes consacrés à ces élections traduits et présentés par Stathis Kouvelakis pour *Contretemps* et en l'occurrence, l'analyse faite par S Kouvelakis des faiblesses et limites de la base sociale de l'électorat travailliste : « Grande-Bretagne : les raisons d'une défaite », *Contretemps*, 16 décembre 2019, <https://www.contretemps.eu/grande-bretagne-corbyn-defaite/>

[2] Cf. « If Britain had Germany's electoral system, Boris Johnson may have lost the election », *Washington Post*, 23 décembre 2019.
<https://www.washingtonpost.com/world/2019/12/13/if-britain-had-germanys-electoral-system-boris-johnson-may-have-lost-election/>

[3] Pour une discussion plus détaillée de ces questions, cf. Thierry Labica, « Grande-Bretagne : quand les dirigeants du labour jouaient la carte xénophobe » *Contretemps*, février 2019, <https://www.contretemps.eu/labour-immigration-corbyn-brown/>

[4] [Cette étude](#) succède à d'autres du même type. Cf. B. Cammaerts, B. DeCillia, J. Magalhães, C. Jiminez-Martinez « Journalistic representations of Jeremy Corbyn in the British press: from watchdog to attackdog », London School of Economics and Political Sciences, 2015 ; « Should he stay or should he go? Television and online news coverage of the labour party in crisis », Dr J. Schlosberg, Media Reform Coalition and Birkbeck College University of London, 2016, ou encore, Dr. Justin Schlosberg et Laura Laker, « Labour, Antisemitism and the News : a Disinformation Paradigm », Media Reform Coalition & Birkbeck College, University of London, septembre 2018.

[5] Célèbre faux qui visait à diriger une panique morale anti-bolchévique contre le labour.

[6] Cf. Ed Sykes, « Johnson wins not just the election, but the full backing of the far-right around the world », *The Canary*,

Et maintenant, la Réaction. Jeremy Corbyn, une

<https://www.contretemps.eu>

défense

redaction

<https://www.thecanary.co/trending/2019/12/13/johnson-wins-not-just-the-election-but-the-full-backing-of-the-far-right-around-the-world/>

[7] Frea Lockley, « Thank you, Jeremy Corbyn », The Canary, 13 décembre 2019,

<https://www.thecanary.co/opinion/2019/12/13/thank-you-jeremy-corbyn/>